



University of Cape Town's

CHEMICALS NETWORK

Publié: 3 of 2021

Date de discussion: 1st June 2021

Résumé de la discussion 3 2021

La mise en œuvre du SGH à travers le monde est un processus qui nécessite la consultation, la collaboration et la coopération de toutes les parties prenantes impliquées. Pour voir la mise en œuvre dans sa plénitude, toutes les parties prenantes impliquées dans ce système doivent être activement impliquées et travailler à une meilleure gestion des produits chimiques. Cette discussion a été menée par des représentants de l'industrie chimique industrielle, de l'industrie des pesticides et de la main-d'œuvre et était intitulée « **Le rôle de l'industrie dans l'amélioration de la mise en œuvre du SGH dans les pays à revenu faible et intermédiaire (PRFI)** ». Pour voir la présentation PowerPoint de cette discussion, [cliquez ici](#).

À PROPOS DU PRÉSENTATEUR



Maria Ruiz-Cuevas, est une citoyenne espagnole qui détient un diplôme d'ingénieur chimiste avec un Executive Master en administration des affaires. Elle a travaillé 10 ans chez ExxonMobil, occupant plusieurs postes à l'échelle mondiale, principalement dans la gestion des ventes et des opérations. Elle a rejoint le Cefic en 2008 et travaille actuellement comme International Chemicals Manager, dirigeant plusieurs projets internationaux et activités de plaidoyer. Maria est la liaison du Cefic dans plusieurs groupes de travail internationaux représentant l'industrie chimique. Elle est profondément engagée dans des activités de coopération réglementaire mondiale avec les gouvernements, l'industrie et les organismes internationaux (OCDE, ONU, etc.) à la recherche de politiques chimiques plus efficaces.



Richard Garnett est de formation et d'expérience, biologiste des mauvaises herbes et agronome, et travaille sur les affaires réglementaires et le développement de produits dans l'industrie agricole et des pesticides depuis plus de 30 ans. Pour au cours des 4 dernières années, il a été consultant auprès de CropLife International en tant que conseiller principal sur la politique réglementaire. Dans le passé, il a traité de nombreux aspects pratiques du SGH du point de vue d'un fabricant. Il est impliqué dans la SAICM depuis l'ICCM4, participant récemment à la série de réunions de la communauté de pratique (CoP) de la SAICM sur les pesticides hautement dangereux (HHP).



Ana Ocampo est ingénieur chimiste de l'Universidad del Valle (Cali, Colombie) avec un MSc. en génie chimique de l'Université de Tulane (Nouvelle-Orléans, États-Unis) et un doctorat en génie de l'environnement de l'Université de l'État de Washington (Pullman, États-Unis). Son principal sujet de recherche est l'assainissement des sols et des eaux souterraines, en mettant l'accent sur les processus d'oxydation chimique. Elle a travaillé pendant plus de 12 ans sur des projets d'assainissement avec diverses entreprises. Elle a dirigé le processus d'adhésion de la Colombie à l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) dans le cadre de la gestion des substances chimiques. De même, elle a dirigé la partie technique de la formulation de la réglementation des sites contaminés en Colombie du ministère de l'Environnement et du Développement durable. Elle est professeur à différentes universités en Colombie et dirige actuellement le Responsible Care Chapter en Colombie, où elle promeut, du point de vue technique, les meilleures pratiques sur les questions liées à la sécurité des processus.



Stella Simiyu est polyvalente avec une expérience cumulée de 20 ans dans l'analyse des politiques publiques, la biosécurité dans l'agriculture, la conformité réglementaire pour les produits de protection des cultures et l'harmonisation des politiques agricoles. Depuis qu'il a rejoint CLAME en 2014, a dirigé des engagements avec des organisations internationales, régionales et nationales, y compris les CER, sur l'adoption des meilleures pratiques en matière de réglementation des produits de protection des cultures ; renforcement des capacités et diffusion de l'information. Participation au dialogue sur la gestion des produits chimiques dans le cadre de la SAICM-ICCM4 ; L'ANUE et les efforts spécifiques de renforcement des capacités dans la mise en œuvre du SGH, l'harmonisation et la domestication des réglementations pour les produits de protection des cultures et les défis associés aux LMR en Afrique dans la région du Moyen-Orient, entre autres efforts.

2021 DISCUSSION 3 RÉPARTITION DE LA PRÉSENCE

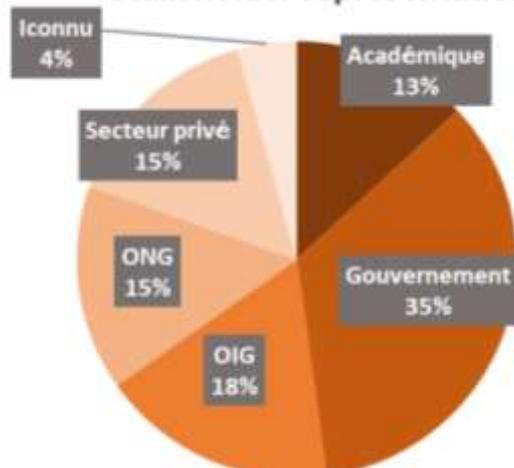
PARTICIPANTS: 46

Femmes – 57%

Hommes – 41%

Inconnu – 2%

Stakeholder representation

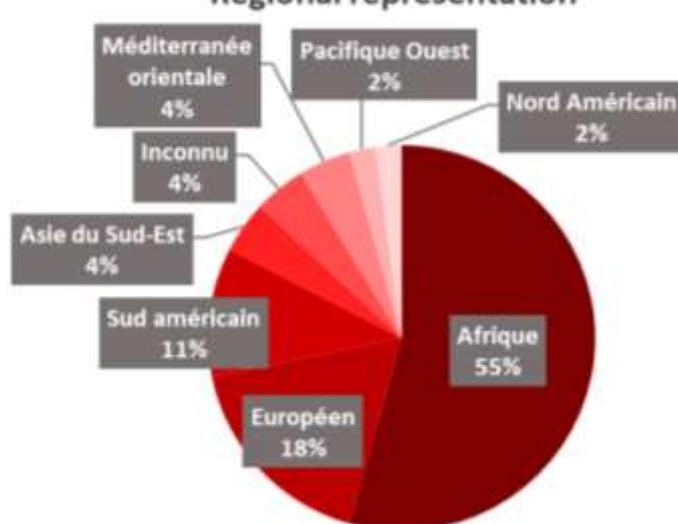


Clé :

OIG = Organisations intergouvernementales

ONG = Organisations non gouvernementales

Regional representation



MESSAGES CLÉS DE LA DISCUSSION

1. De nombreux répondants ont estimé **que l'un des principaux moyens par lesquels l'industrie pourrait contribuer à améliorer la mise en œuvre du SGH dans les PRFI** était de se concentrer **sur les activités de renforcement des capacités**. Ces activités comprennent la fourniture de conseils techniques, de formations, de ressources et de programmes d'éducation pour les consommateurs qui peuvent ne pas être conscients des risques et dangers associés aux produits chimiques qu'ils rencontrent dans leur vie quotidienne. En outre, une aide à l'établissement et à l'application de **réglementations efficaces** contribuerait à l'amélioration du SGH. Ce processus doit être inclusif et impliquer toutes les parties prenantes qui font partie de la chaîne d'approvisionnement en produits chimiques, des fabricants aux régulateurs, en passant par les responsables gouvernementaux et les décideurs politiques, jusqu'au consommateur.
2. Le **Livre violet du SGH** des Nations Unies est un document d'orientation publié par les Nations Unies sur le Système général harmonisé de classification et d'étiquetage des produits chimiques (SGH). De nombreux participants ont déclaré **qu'une interprétation et une application cohérentes** du Livre violet du SGH étaient bénéfiques pour l'étiquetage des pesticides dans leurs régions, car elles permettaient l'adoption de normes uniformes par tous les pays de cette région. Il a été déclaré que cela aidait également à **la surveillance et à la conformité**, car il existe une norme qui doit être suivie par tous. C'est un moyen de s'assurer que tous les pays d'une région, qui peuvent interagir au niveau de l'importation et de l'exportation, parlent la même langue lors de la fabrication, du transport et de l'utilisation de pesticides. En termes de commerce, cela crée un environnement équitable pour l'industrie et surtout pour les consommateurs. Pour les centres et réseaux d'information antipoison, il fournit des informations complètes et précises qui sont utiles lors de l'examen d'études de cas sur les effets néfastes de l'utilisation de ces produits chimiques.
3. Il a été souligné **que la première étape pour assurer la sécurité des travailleurs et l'utilisation efficace du SGH** consiste à s'assurer que les **réglementations et la législation** sont en place pour protéger les droits des travailleurs à la santé et à la sécurité sur le lieu de travail. Par la suite, **une formation des travailleurs** et des consommateurs sur le SGH et les risques et dangers associés aux produits chimiques devrait être dispensée pour mieux protéger la santé de toutes les parties prenantes impliquées et pour garantir que le SGH est utilisé efficacement. Enfin, **la compréhension du SGH et des classifications** d'étiquetage est une priorité que les employeurs doivent privilégier. Il a été convenu qu'il est de la responsabilité de l'employeur non seulement de s'assurer que le SGH est utilisé, de quelque manière que ce soit dans son travail, mais aussi de s'assurer que ses employés comprennent ce qui figure sur une étiquette chimique et comment l'interpréter correctement pour leur santé et leur sécurité

CONTRIBUTIONS DES PARTICIPANTS À LA DISCUSSION

La discussion s'est articulée autour de trois questions. Les principaux points de discussion soulevés par les participants et organisés par thèmes ou pays (bien que non représentatifs) sont présentés sous chacun :

Question 1:

Comment l'industrie chimique peut-elle améliorer la mise en œuvre du SGH dans les PRFI?

COUNTRY:	PARTICIPANT RESPONSES:
CAMEROUN (ONG)	<ul style="list-style-type: none"> - Soutenir la société civile dans la mise en œuvre à travers le financement de micro-projets et la fourniture de données réelles.
L'IRAN (Académique)	<ul style="list-style-type: none"> - Dans la plupart des pays en développement, ce n'est pas une tâche facile. - Il nécessite un travail et une coopération étendus avec et entre les agences gouvernementales, le secteur privé, les ONG, les associations chimiques et les organismes de réglementation. - Les organismes de réglementation de certains pays en développement ne sont pas bien développés et organisés.
JAMAÏQUE (ONG)	<ul style="list-style-type: none"> - Il existe de nombreuses industries informelles dans les PRFI qui doivent être réglementées. - Le renforcement des capacités doit être fait pour les PME car il s'agit d'un obstacle majeur à la mise en œuvre du SGH. - La discussion sur le SGH n'est souvent pas exhaustive pour les parties prenantes concernées. - Cela pose un problème pour comprendre les vrais défis qui existent sur le terrain. - Si toutes les parties prenantes ne sont pas incluses dans la discussion, alors l'adhésion totale à la justification de la conformité ne se produit pas et le cycle actuel continue. - Les programmes d'éducation du public pour les consommateurs devraient être continus avec des fonds alloués pour soutenir cela sur une période pour conduire le changement. - Il doit y avoir une durabilité de la conversation au sein de chaque pays parce que le contexte politique au sein des pays peut changer les discussions. - L'une des forces motrices est de travailler à travers des ONG qui ont généralement du personnel travaillant plus longtemps dans leurs capacités.
SIERRA LEONE (Gouvernement)	<ul style="list-style-type: none"> - Aider les LMIC avec le cadre réglementaire et la formation technique. - L'industrie chimique doit fournir une formation technique aux organismes de réglementation nationaux. - Certains pays n'ont pas d'associations chimiques, mais ils ont des organismes responsables des questions liées aux produits chimiques. - Help LMIC with regulatory framework and technical training.
AFRIQUE DU SUD (Université)	<ul style="list-style-type: none"> - L'une des façons dont l'industrie pourrait améliorer la mise en œuvre est de travailler davantage avec l'industrie locale dans les pays sous-représentés.
AFRIQUE DU SUD (Gouvernement)	<ul style="list-style-type: none"> - Offrir une formation aux décideurs et aux régulateurs. - Encourager le gouvernement à adopter et à appliquer le SGH dans toutes les industries.
AFRIQUE DU SUD (Secteur privé)	<ul style="list-style-type: none"> - CAIA en Afrique du Sud forme les autorités de régulation. - CAIA est également impliquée dans la formation GHS sur le continent africain, la sensibilisation et la collaboration avec les organismes de l'industrie.
COMMENTAIRES DU PRÉSENTATEUR	<p>Question: Dans quelle mesure l'industrie chimique est-elle impliquée dans la formation pour aider les consommateurs non seulement à comprendre les étiquettes SGH, mais aussi à savoir quelles mesures de sécurité prendre ?</p> <ul style="list-style-type: none"> - C'est difficile à quantifier. - Nous travaillons via des associations nationales, et elles assurent la formation. - Nos collègues de la Gestion responsable dispensent également une formation aux travailleurs et s'adressent à l'industrie nationale. - Pour les consommateurs directement, nous ne proposons pas de formation - il est difficile d'atteindre les consommateurs car nous sommes les premiers dans la chaîne d'approvisionnement. - Nous envisageons également de coopérer davantage avec l'UNITAR par exemple dans les pays africains où nous ne sommes pas présents.

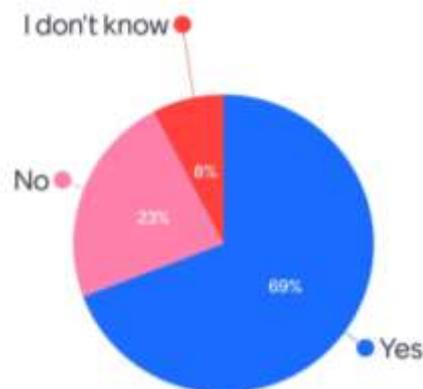
Question: je suis dans les Caraïbes ; Comment puis-je m'arranger avec la Chemical Association pour avoir une discussion avec mon pays sur le développement de la même initiative pour les entreprises de ma région?

- Pour les pays des Caraïbes contacter : alejandra.acosta.work@gmail.com
- Nous aimerions contacter tous les organismes concernés par les problèmes liés aux produits chimiques, mais parfois ce n'est pas si simple pour nous.
- L'agenda politique d'un pays est très important.
- Par exemple en Argentine et au Brésil, les deux lois sur la gestion des produits chimiques étaient prêtes à être approuvées, mais le changement de gouvernement a arrêté l'ensemble du projet.
- Toute question peut être adressée à Maria sur mcu@cefic.be

Tout au long de la discussion, des sondages informels ont été menés pour aider à encourager la discussion entre les participants. Ils ne fournissent aucune donnée représentative mais fournissent plutôt un instantané des points de vue des participants.

Résultats du sondage 1 (N = 13)

Êtes-vous au courant d'activités menées par l'industrie chimique ou des pesticides en rapport avec le SGH?



Résultats du sondage 2 (N = 11)

Que devrait faire l'industrie chimique (les produits chimiques industriels et pas seulement les pesticides) pour promouvoir la mise en œuvre du SGH? Veuillez indiquer votre pays.

Sensibilisation (n = 3):

- « Zambie: présentations/promotions de sensibilisation »
- « Soutenir les ONG qui travaillent avec la sécurité chimique ou la sensibilisation à l'environnement pour mettre en œuvre des programmes de sensibilisation au niveau local/communautaire pour éduquer le public sur le SGH et la sécurité chimique en général »
- « Afrique du Sud: la clé est d'avoir plus de formation des consommateurs et des travailleurs qui soit accessible et dans différentes langues. Panneaux d'affichage, publicités, affiches, dépliants, etc. où les produits chimiques sont achetés. »

Réglementation et législation (n = 3):

- « La Jamaïque doit inclure toutes les parties prenantes concernées dans le cadre de la discussion et se concentrer sur la réglementation de l'industrie informelle. L'industrie chimique doit d'abord faire un inventaire des produits chimiques, deuxièmement, un examen de la situation actuelle et enfin, établir un plan national à mettre en œuvre.
- « Mettre en place des organismes de réglementation avec des experts multisectoriels, une formation standard plus stricte en matière de laboratoire et d'installations. »
- « Brésil : une législation appropriée sur la gestion des produits chimiques industriels.

Conformité aux réglementations déjà existantes (n = 2):

- « Promouvoir et divulguer un étiquetage approprié sur les produits chimiques industriels ».
- « Cohérence dans la classification et l'étiquetage pour le commerce transfrontalier ».

Communication et coopération intersectorielles (n = 1):

- « Iran : la coopération, les discussions et les sessions de coordination entre les différents secteurs des produits chimiques/pesticides et des biocides seront utiles et bien sûr avec l'aide des universités et des organismes scientifiques ».

Question 2 :

Quels sont les avantages régionaux de l'interprétation cohérente du Livre violet du SGH pour l'étiquetage des pesticides ?

PAYS:	RÉPONSES DES PARTICIPANTS:
BELGIQUE (Secteur privé)	<ul style="list-style-type: none">- La mauvaise application est un problème dans de nombreux pays avec plusieurs produits chimiques interdits.
L'IRAN (Université)	<ul style="list-style-type: none">- Étiquetage et lecture appropriés de l'étiquette du pesticide.- Malheureusement, dans la plupart des pays en développement, l'utilisateur final du pesticide ne lit généralement pas l'étiquette et c'est un gros problème.
JAMAÏQUE (ONG)	<ul style="list-style-type: none">- Avoir une interprétation contextuelle cohérente et identique au sein d'une région contribue à un suivi et à une surveillance efficace à la fois du point de vue de la santé publique et de l'application de la réglementation.- En termes de commerce, il crée un environnement équitable pour l'industrie et surtout pour les consommateurs.- Pour les centres et réseaux d'information antipoison, il fournit des informations complètes et précises qui sont utiles lors de l'examen d'études de cas sur les effets néfastes de l'utilisation de ces produits chimiques.- En termes de coût de développement du matériel pédagogique, une taxe pour le financement est une bonne recommandation.- Besoin d'examiner le type de matériaux qui sont développés pour les consommateurs et comment ces matériaux sont utilisés ou s'ils sont utilisés du tout.

	<ul style="list-style-type: none"> - Nous devrions considérer quel est le meilleur moyen d'éduquer les consommateurs pour qu'il soit efficace.
NÉPAL (ONG)	<ul style="list-style-type: none"> - Le SGH n'a pas été entièrement adopté dans le registre. - Les besoins pour que cela se produise incluent le transfert de technologie et le renforcement des capacités des parties prenantes impliquées, y compris le service des douanes. - Le code SGH doit être adopté pour certains produits sans produits chimiques compte tenu de la convention de Minamata sur le mercure. - Au Népal, par exemple, le Département des douanes a bloqué l'entrée d'amiante ou de produits contenant de l'amiante. - Il y a toujours de l'amiante entrant et apparaissant dans les données personnalisées de fin d'année.
AFRIQUE DU SUD (Académique)	<ul style="list-style-type: none"> - Ce qui est essentiel pour l'étiquetage des pesticides, c'est que le SGH traite des effets chroniques sur la santé, ce qui n'est actuellement pas traité de manière aussi approfondie avec le système de classification des dangers de l'OMS. - Ce qui serait bien, c'est que l'industrie puisse fournir des étiquettes de pesticides SGH dans différentes langues grâce à l'utilisation de codes QR. - Il y a toujours quelqu'un qui a un téléphone qui peut être partagé avec d'autres, mais ce qui est essentiel, c'est qu'il doit y avoir des codes QR. - Développer des matériaux pour les travailleurs et les consommateurs est coûteux. - Il doit y avoir plusieurs méthodes pour transmettre ces informations. - Les pays doivent s'engager avec des spécialistes de la communication et c'est peut-être quelque chose que l'industrie pourrait financer.
SUÈDE (Gouvernement)	<ul style="list-style-type: none"> - L'Agence suédoise des produits chimiques encourage activement la mise en œuvre du SGH dans nos activités de renforcement des capacités. https://www.kemi.se/en/international-cooperation
ZAMBIE (Gouvernement)	<ul style="list-style-type: none"> - Avoir une interprétation cohérente de l'étiquetage tel que proposé par le SGH implique que tous les pays de la région parlent la même langue. - Cela donnera à son tour la même compréhension d'un contenu chimique particulier afin qu'il n'y ait pas de mauvaises interprétations entraînant une mauvaise application des produits chimiques.
COMMENTAIRES DES PRÉSENTATEURS :	<p>Question: De quoi parle le Livre violet du SGH?</p> <ul style="list-style-type: none"> - Le Livre violet du SGH des Nations Unies est un document d'orientation publié par les Nations Unies sur le Système général harmonisé de classification et d'étiquetage des produits chimiques (SGH). https://unece.org/ghs-rev8-2019 - Dans le cadre du SGH, toutes les classes de danger sont examinées et informent l'étiquette. - Nous recherchons des systèmes pour faire ce que vous suggérez - fourniture de langues et d'informations supplémentaires, y compris FDS par code QR ou similaire. - La même compréhension des produits chimiques et de leur gestion devient délicate si les pays ne sont pas alignés. - Dans certains pays, ils ont encouragé la sensibilisation/formation du public.

Résultats du sondage 3 (N = 5)

Comment le processus et les preuves peuvent-ils contribuer à une harmonisation régionale accrue du SGH de l'étiquetage des pesticides ? Veuillez indiquer la région d'où vous venez.

« **Les pays du Moyen-Orient, d'Afrique du Nord et d'Asie occidentale** ont des activités en cours mais malheureusement pas beaucoup de coopération entre les pays pour des raisons politiques et financières. »

« **Région du GRULAC** : Améliorer le réseau de produits chimiques existant dans la région. »

« **Région de la SADC** : ce qui aiderait, c'est d'avoir des recherches pour montrer que l'étiquetage des pesticides du SGH est compris et que davantage de personnes peuvent lire et utiliser les étiquettes (ou FDS) pour réduire la contamination environnementale et les effets chroniques sur la santé.

"Pour l'étiquetage des pesticides, l'OMS/FAO doit avoir des discussions étroites avec le sous-comité UN-GHS de **l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est**, nous suivons les directives de l'OMS/FAO, pas le SGH."

« Si les avantages de la mise en œuvre du SGH peuvent être exprimés en termes monétaires, je pense que ce serait un moteur. »

Résultats du sondage 4 (N = 10)

De quoi les pays ont-ils besoin lorsque l'interprétation des données nécessite un jugement d'expert complexe, par exemple la toxicité chronique des pesticides et autres produits chimiques.

Partage d'informations (n = 3):

- « Accès à d'autres pays qui ont déjà classé un pesticide en utilisant le SGH puisque le SGH est un système basé sur les dangers et non sur les risques. »
- « Savoir où trouver les informations disponibles sur les dangers (par exemple, les bases de données de l'inventaire des classifications et des étiquetages de l'Agence européenne des produits chimiques (ECHA)). »
- « Par exemple, dans les pays en développement, il existe de nombreux articles universitaires qui incluent des données appropriées, etc... mais l'utilisateur final de pesticides suit-il cela ? »

Réglementation et législation (n = 2):

- « Avant d'interpréter des données (par exemple chroniques), nous devons nous assurer que l'exigence légale est en place. Si les experts ont interprété les données mais que l'autorité se réfère aux directives de l'OMS (principalement sur les risques aigus), cela a alors gaspillé les efforts des experts. »
- « Nous devons renforcer les racines, ce qui signifie que toute personne impliquée dans les pesticides doit avoir suivi un processus d'autorisation et de certification, cela garantira le travail. »

Coopération intersectorielle (n = 4):

- "Consultation avec d'autres experts dans les régions ou à travers les pays pour avis et conseils."
- « Consultation avec les associations ou organismes chimiques régionaux ».
- « Les pays doivent inviter des experts externes s'ils n'ont pas la capacité au niveau national. »
- « Un partenariat intersectoriel avec des scientifiques et des spécialistes de la santé publique tout au long de la phase de mise en œuvre est impératif ».

Renforcement des capacités (n = 1):

- « Les pays doivent nommer des fonctionnaires correctement formés ayant une connaissance de base de la toxicologie. Le renforcement des capacités sur la formation de base en toxicologie pour les fonctionnaires serait utile pour comprendre les fiches de données de sécurité (FDS). »

Question 3:

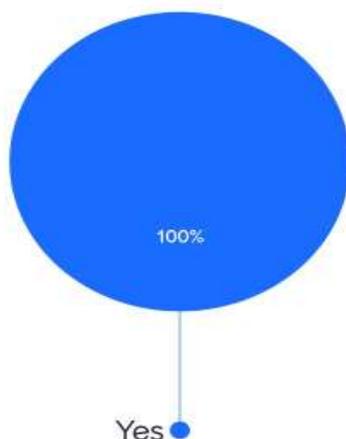
What should the chemical industry be doing to implement the GHS in the workplace aimed at protecting the worker's safety and health from the use and handling of hazardous chemicals?

PAYS:	RÉPONSES DES PARTICIPANTS:
ANGOLA (Gouvernement)	<ul style="list-style-type: none">- La mise en œuvre du SGH donne des conseils et une meilleure compréhension des produits chimiques et de leurs risques.
BRÉSIL (Gouvernement)	<ul style="list-style-type: none">- Le SCRC/Brésil pour la région du GRULAC a déjà mis en place des formations sur les produits chimiques avec Keml et SIDA.- Il y en a un pour le prochain semestre en partenariat avec BCRC à Trinité-et-Tobago pour la région des Caraïbes.- En plus de cela, l'expérience du réseau UCT pourrait être un très bon moyen de renforcer le réseau existant du GRULAC sur les produits chimiques et les déchets.
CAMEROUN (ONG)	<ul style="list-style-type: none">- Renforcer les capacités et sensibiliser les travailleurs sur les enjeux.- Appliquer la politique d'affichage (plaque signalétique par exemple) sur le lieu de travail et sur les produits.
CANADA (ONG)	<ul style="list-style-type: none">- En 2015, l'UNITAR, en coopération avec des ONG et le gouvernement du Kirghizistan, a mis en œuvre un projet visant à sensibiliser les parties prenantes au SGH.- Le projet a abouti à l'élaboration de la résolution sur l'approbation du système de classification des risques chimiques et des exigences en matière d'informations sur les risques - Étiquetage et fiche de données de sécurité.- Cela visait à renforcer la gestion efficace des produits chimiques, à mieux protéger la santé de la population et l'environnement, à prévenir le commerce illégal et à promouvoir l'agriculture biologique.- Cette résolution est présélectionnée pour le Future Policy Award 2021. Voici le lien du prix : https://www.worldfuturecouncil.org/future-policy-award-2021-about-the-shortlisted-policies/- La mise en œuvre de cette politique a entraîné des impacts importants, notamment des changements de comportement des consommateurs.- En outre, plus de 6 500 employés des plus grandes entreprises industrielles opérant au Kirghizistan ont reçu des informations sur la classification et l'étiquetage des dangers pour assurer la sécurité sur le lieu de travail.
L'IRAN (Académique)	<ul style="list-style-type: none">- La production et la commercialisation dans le secteur chimique vont doubler d'ici 2030, les industries chimiques doivent donc faire beaucoup pour éviter les dommages avant qu'il ne soit trop tard.- Plus de supports imprimés, d'activités en ligne, de renforcement des capacités, etc... peuvent être réalisés.- La technologie de pulvérisation va être révolutionnée par l'utilisation de drones et c'est un grand et bon développement.
JAMAÏQUE (ONG)	<ul style="list-style-type: none">- Il faut des politiques et des législations appliquées.- Un point important comprend le dialogue avec les travailleurs pour obtenir leurs points de vue.- Il y a beaucoup de malentendus et de mauvaise communication en raison des différences d'interprétation.
MALAISIE (Académique)	<ul style="list-style-type: none">- En ce qui concerne les produits chimiques de consommation, nous avons formé le public à la signification des éléments de communication des dangers du SGH (tels que les pictogrammes).- S'il n'y a pas d'exigences légales pour étiqueter les produits chimiques de consommation sur la base du SGH, alors l'étiquetage des produits chimiques de consommation peut encore varier d'un produit à l'autre, provoquant une confusion pour le public.- En ce qui concerne la gestion des risques, bien que la classification correcte des dangers soit l'un des composants essentiels, un défi potentiel serait pour les mélanges.- En raison des CBI (Informations commerciales confidentielles), le même mélange produit par différentes sociétés dans un pays peut avoir une classification de danger différente, donc la gestion

	des risques pour le même mélange serait différente en raison de la classification de danger différente.
AFRIQUE DU SUD (Académique)	<ul style="list-style-type: none"> - L'industrie joue un rôle clé non seulement en fournissant l'accès aux informations du SGH sur le lieu de travail, mais également en s'assurant que l'information est correctement comprise. - Cela nécessite différentes stratégies et un engagement avec les travailleurs pour voir quelle est leur compréhension de l'information. - Ce qu'il est important de noter avec le SGH, c'est que si l'étiquette est conforme aux éléments constitutifs du livre violet, un pays pourrait demander des informations supplémentaires qui améliorent la compréhension liée à un pays et à un contexte culturel spécifiques. - Tels que les codes de couleur qui sont utilisés sur les étiquettes des pesticides dans les LMICS.
ZAMBIE (ONG)	<ul style="list-style-type: none"> - Il faut mettre en place un cadre légal.
ROYAUME-UNI (Bénédictions)	<ul style="list-style-type: none"> - L'industrie a réussi à travailler par elle-même, c'est-à-dire le développement de formations et de matériels de formation, cependant, les gouvernements devraient également faire partie intégrante de ces réunions et formations.
COMMENTAIRES DE L'ANIMATEUR:	<ul style="list-style-type: none"> - Disposer d'une main-d'œuvre formée est un point clé. - Il est important d'avoir des informations fiables pour agir. - Disposer d'un cadre juridique est important pour commencer à réfléchir à la manière de gérer les produits chimiques et de réduire les impacts sur la santé et l'environnement. - La mise en œuvre du SGH sur le lieu de travail permettra, entre autres aspects, d'établir les actions que les employeurs doivent développer pour protéger la sécurité et la santé des travailleurs contre l'utilisation et la manipulation de produits chimiques. - La classification des mélanges est un défi.

Résultats du sondage 5 (N = 11)

Pensez-vous qu'une bonne gestion des risques liés à l'utilisation de produits chimiques sur le lieu de travail inclut leur classification et leur identification correctes des dangers ?



Résultats du sondage 6 (N = 11)

Veillez indiquer les avantages que la mise en œuvre du SGH procure à l'entreprise et à ses travailleurs.

Réduction du risque (n = 1):

- « Une communication claire et donc moins de risques.

Santé et sécurité (n = 4):

- « Protection contre les effets dangereux des produits chimiques ».
- « Santé des travailleurs et de l'environnement ».
- « Sécurité sociale et environnementale ».
- « Plus de confiance sur les questions de sécurité dans l'entreprise et une meilleure situation pour les travailleurs, la production de pesticides, les pulvérisateurs, etc. Nous n'avons pas à nous inquiéter pour les entreprises car la plupart recherchent plus de profits mais nous devons faire plus pour les travailleurs.

Crée une prise de conscience (n = 4):

- « Conscience des risques liés aux produits chimiques en particulier pour les travailleurs. »
- « En théorie, si les travailleurs sont formés à l'interprétation du SGH, à son application pour prévenir les expositions dangereuses et ont accès au bon équipement, ils devraient alors être en mesure d'appliquer ces connaissances et compétences lorsqu'ils changent d'emploi. »
- « Fournissez des informations précises sur la façon d'utiliser un produit, le risque potentiel et ce qu'il faut faire en cas d'exposition à un danger. »
- « Fournit des informations précises sur les ingrédients et la formulation des produits chimiques dangereux et fournit des directives sur la façon de mettre en œuvre des méthodes de prévention des produits chimiques dangereux. »

Cohérence entre les régions et les secteurs (n = 2):

- « Classification cohérente des dangers pour le même produit chimique ».
- « C'est une politique visionnaire qui peut inspirer d'autres pays qui ont des difficultés à rédiger et à appliquer la législation nationale sur la mise en œuvre du SGH. »

Ressources clés :

- **Partenariat mondial de l'UNITAR pour la mise en œuvre du SGH**
<https://unitar.org/global-partnership-implement-ghs>
- **eChemPortal : Portail mondial d'informations sur les substances chimiques - OCDE**
<https://www.oecd.org/chemicalsafety/risk-assessment/echemportalglobalportaltoinformationonchemicalsubstances.htm>
- **Boîte à outils pour développer/mettre à jour les réglementations de gestion des produits chimiques (Comprend un chapitre sur le SGH)** <https://icca-chem.org/resources/icca-regulatory-toolbox-2-0/>
- **ICCA Synthesis of GHS Cost Benefit Papers 2019**
<https://unitar.org/sites/default/files/media/file/Synthesis%20of%20GHS%20Cost%20Benefit%20Papers%20-%20ICCA%2C%202019.pdf>
- **Études de cas ICCA pour soutenir la mise en œuvre du SGH 2019**
<https://unitar.org/sites/default/files/media/file/Case%20Studies%20to%20Support%20GHS%20Implementation%20-%20ICCA%2C%202019.pdf>
- **Aperçu des activités du SGH des organisations extérieures au partenariat UNITAR/OIT/OCDE**
https://unitar.org/sites/default/files/media/file/Overview%20of%20GHS%20activities_final_29.12.2020.pdf
- **CropLife International :**
 - **Système général harmonisé de classification et d'étiquetage des dangers | CropLife International**
<https://croplife.org/crop-protection/regulatory/product-management/globally-harmonized-system-of-hazard-classification-and-labeling/>
 - **Document de position révisé GHS Août 2012 vs 3 final.doc (croplife.org)**
https://croplife.org/wp-content/uploads/pdf_files/Position-Paper-The-Implementation-of-the-Globally-Harmonised-System-of-Classification-and-Labeling-of-Chemicals-August-2012.pdf
- **L'ICCA et le ministère fédéral allemand coopèrent à la mise en œuvre du SGH en Afrique – Conseil international des associations chimiques (icca-chem.org)**
<https://icca-chem.org/news/icca-and-german-federal-ministry-cooperate-on-ghs-implementation-in-africa/>

- Le Code de conduite international FAO/OMS comprend des directives sur les bonnes pratiques d'étiquetage des pesticides qui se réfèrent au SGH.
 - OMS | Lignes directrices sur les bonnes pratiques d'étiquetage des pesticides (révisées) <https://www.who.int/whopes/resources/9789241509688/en/>
 - Division de la production végétale et de la protection : nouvelle liste de directives (fao.org) <http://www.fao.org/agriculture/crops/thematic-sitemap/theme/pests/code/list-guide-new/en/>
- Classifications des dangers | Trousse d'outils d'enregistrement des pesticides | Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (fao.org). <http://www.fao.org/pesticide-registration-toolkit/information-sources/hazard-classifications/en/>
- Situation mondiale de la gestion des pesticides dans l'agriculture et la santé publique Rapport d'une enquête OMS-FAO de 2018. <http://www.fao.org/3/ca7032en/ca7032en.pdf>

Réseau chimique : Le réseau chimique est un forum en ligne non partisan établi par la Division de la santé environnementale (DEH) de l'École de santé publique et de médecine familiale de l'Université du Cap (UCT). Il a été créé dans le cadre d'un projet de gestion et de partage des connaissances soutenu par l'Autorité suédoise des produits chimiques (KemI).

Ce forum a été réalisé avec l'aide financière de la Suède, par l'intermédiaire de l'Agence suédoise de coopération internationale au développement (SIDA), organisée par l'Agence suédoise des produits chimiques (KemI). Les opinions exprimées ici ne doivent pas être considérées comme reflétant l'opinion officielle de la SIDA ou de l'Agence suédoise des produits chimiques.

Si vous avez des questions ou avez besoin d'éclaircissements sur cette initiative, veuillez contacter UCT à l'adresse chimiquelistserver@gmail.com.

Si vous n'êtes pas déjà membre, pour rejoindre le Chemical Network à l'adresse : <https://forms.office.com/r/Lk1tgAL6DF>

Avis de non-responsabilité : les informations contenues dans ce condensé représentent les opinions des membres participant de différents groupes de parties prenantes exprimées au cours de la discussion. Les opinions exprimées dans ce document ne représentent pas nécessairement l'opinion ou la politique déclarée de l'Agence suédoise des produits chimiques (KemI) ou DEH UCT, et la citation de noms commerciaux ou de procédés commerciaux ne constitue pas une approbation.